

Mémoire concernant le projet d'ouverture et d'exploitation d'un gisement d'apatite  
à Sept-Îles par mine Arnaud

301

P



NP



DM48

Projet d'ouverture et d'exploitation d'une  
mine d'apatite à Sept-Îles

Présenté à :

6211-08-009

**Commission d'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)**

Sept-Îles, 15 septembre 2013

Mon nom est Christine Dufour, citoyenne de Sept-Îles depuis huit ans. Je suis travailleuse culturelle. Je suis consciente que j'habite maintenant au sein d'une région ressource et j'ai eu le cœur le développement durable et responsable des richesses qui nous entourent, quelles qu'elles soient, mais pas à n'importe quel prix.

Le projet de mine à ciel ouvert à Sept-Îles me préoccupe beaucoup, car il implique un nombre très élevé d'impacts irréversibles sur plusieurs plans : écologie, paysage, qualité de vie et économie. Je laisserai les questions de santé, d'environnement et de politique à ceux qui, j'en suis sûre, auront effectué ce travail avec rigueur. En fait, mes craintes pourraient se résumer en cette simple phrase : ce projet est trop rapide, mal situé et mal planifié. Je m'explique.

Ce projet, je saisis bien, relève d'un plan d'affaires et d'un calendrier. Je crois cependant que ces audiences du BAPE, bien que reportées à cet automne, ne pourront pas laisser aux citoyens le temps de recevoir les réponses soulevées par nombre de ses questions. À titre d'exemple, l'étude que l'INREST (Institut nordique de recherche en environnement et en santé au travail) réalisera sur les données existantes dans la baie de Sept-Îles (qualité de l'air, des sédimentations etc.) : l'Institut produira un rapport de la première phase des travaux à l'automne 2014, soit après la décision d'aller de l'avant avec le projet. Que faire alors si ces données sonnent une cloche d'alarme face à l'activité industrielle dans la baie de Sept-Îles? Pourquoi s'empresser de rajouter une autre industrie en zone littorale si c'est dans la méconnaissance de l'état de santé de la baie déjà ceinturée d'industries ? Je passe rapidement sur le fait que nous avons vécu très mal le déversement de mazout récent dont nous ne connaissons pas encore les répercussions sur l'écosystème marin autour de Sept-Îles. Ceci nous a tous fait prendre conscience du laxisme de notre gouvernement dans l'inspection et l'encadrement des activités industrielles qui ceinturent cet écosystème fragile.

En ce qui concerne la situation géographique de la mine à ciel ouvert, mes préoccupations s'emballent. Un trou de cette ampleur, longeant le littoral, avec tous les risques que comporte la pression exercée sur les parois, me semble être une menace réelle avec le ruissellement des eaux, en tenant compte de la force des éléments dans notre coin de pays au nord du 50° parallèle. Les tempêtes d'automne et les crues printanières causent des problèmes chaque année le long du littoral : ponceaux emportés, érosion des berges. De plus, la route 138, notre

unique route, se trouverait coincée en sandwich entre la fosse et la baie. Cette route (déjà très utilisée et le théâtre de nombreux accidents graves chaque année) subirait également une pression supplémentaire avec la circulation de véhicules lourds relative aux activités de la minière. Finalement, je suis très inquiète du fait que le canton Arnaud, rare espace encore intact, écosystème précieux et propice à un développement domiciliaire ou même agricole responsable, judicieusement situé entre Sept-Îles et Port-Cartier (qui ont en commun une pénurie de logements), céderait ses terres fertiles à un trou géant. Je suis également préoccupée par l'absence de plan d'indemnisation envers les riverains qui pourraient éventuellement être affectés par les rejets du ruisseau Clet, notamment la ferme de culture maraîchère Le Végétarien.

Pour ce qui est de la planification que nous connaissons sur ce projet, je déplore qu'il ignore des aspects très sérieux concernant la nature socio-économique de la ville de Sept-Îles. L'économie de Sept-Îles est peu diversifiée, et une autre mine ne ferait que renforcer cet aspect mono industriel. Nous vivons actuellement les répercussions négatives du «Plan Nord» : mobilité de la main-d'œuvre, crise du logement, stress causé par le «salaire moyen» très élevé d'une partie des citoyens versus l'appauvrissement d'une partie de la population, stress sur les entreprises de services qui ne parviennent plus à recruter la main d'œuvre, spéculation immobilière, augmentation de la criminalité, etc. Je fais partie des travailleurs qui ont un salaire inférieur à la moyenne, et cet état de fait est à ce point difficile face au coût de la vie et au coût de l'éloignement, que je me questionne souvent à savoir si j'ai encore les moyens de vivre à Sept-Îles. Le développement économique ne devrait pas, à mon avis, se faire au détriment d'une main d'œuvre qualifiée qui risque de déménager sous la pression du coût de la vie élevé, résultat de ce Klondike mal planifié. Si Sept-Îles a besoin de diversifier son économie, pourquoi ne tablerait-elle pas sur l'économie sociale avec des projets inclusifs pour sa population, de quelque classe qu'elle soit, afin de rendre notre environnement social plus sain et favoriser le bien-être de tous ses citoyens? Avons-nous réellement envisagé d'autres types de développement, qui profiteraient à davantage de gens d'ici qui souhaiteraient rester et non se faire tasser par une dictature capitaliste qui ne recule pas devant un développement qui peut rapidement devenir sauvage devant les impératifs de la rentabilité?

En conclusion, je dirais simplement qu'à mon avis, avant de se lancer dans ce projet qui comporte beaucoup de risques et de conséquences irréversibles pour les avantages pressentis, il faudrait commencer par mieux gérer ce qui est déjà en place : retenir les entreprises de services et sa main-d'œuvre, chercher à développer d'autres secteurs que les mines et mieux encadrer les industries qui sont déjà en place.

Merci

Christine Dufour

-Fin-